



*Senegal, Ndiouque,
rentrant des
champs, une Mo-
zambicaine dirige
un homme de
soeuve. Ci-contre,
murale du
centre-ville de Bafra*

LE DUR LOBOLO DES MOZAMBICAINES

Dernière heure:
le 19 octobre,
le président du
Mozambique
Samora Machel
meurt dans
l'écrasement
accidentel (?)
de son avion.

On soupçonne l'Afrique du Sud...

À la mi-octobre, l'Afrique du Sud expulsait 60 000 travailleurs immigrés mozambicains. Le Mozambique était ainsi le premier des pays de la «digne de front!» à subir les représailles de Pretoria, au fur et à mesure de l'extension des sanctions économiques imposées par les pays occidentaux au régime de l'apartheid. Pour le gouvernement de Maputo, le coup est dur: 30 millions \$ de moins en devises par an, alors que la famine se poursuit et que la guérilla reprend l'offensive.

Comme tous les pays d'Afrique australe, le Mozambique — ancienne colonie portugaise, indépendante depuis 1975 — est l'otage économique, politique, voire militaire de son puissant voisin du Sud-Ouest. L'Afrique du Sud fournit notamment une bonne partie de son électricité à ce petit pays de 13,7 millions d'habitants (1 million à Maputo, la capitale), au bord de la banqueroute, sa production agricole et industrielle effondrée, sa population décimée par une sécheresse qui, depuis 1982, a fait plus de 100 000 morts.

Pour expulser tout Mozambicain d'Afrique du Sud, Pieter Botha accuse le gouvernement socialiste du président Samora Machel d'abriter encore les forces de l'ANC (Congrès national africain) et du SAPC (Parti communiste sud-africain), tous deux interdits en Afrique du Sud — comme il avait aidé il y a dix ans les guérilleros qui combattaient le régime blanc de la Rhodésie.

Les Rhodésiens d'Ian Smith avaient alors répliqué en suscitant, en sol mozambicain, la création du MNR (Mouvement national de résistance), composé surtout de mercenaires et d'anciens colons portugais et dirigé contre le régime de Maputo. Après l'indépendance de la Rhodésie, devenue Zimbabwe en 1980, l'Afrique du Sud, incapable de supporter l'existence d'un gouvernement de gauche à ses frontières, a pris la relève des Rhodésiens pour armer, soutenir et financer les milliers de membres du MNR. D'autant plus que Pretoria n'a pas renoncé à disposer librement des ressources naturelles et des ports mozambicains.

Le MNR n'a ni doctrine ni programme politique. Son seul objectif est de déstabiliser le pays en s'attaquant à un maximum de cibles économiques: chemins de fer, routes, lignes électriques, usines, récoltes, etc. Ces attentats, plus mortels d'une année à l'autre, obligent le gouvernement à consacrer le tiers du budget national à la défense et à la sécurité. Et malgré la signature en mars 1984 des Accords de Nkomati, un pacte de non-agression entre Pretoria et Maputo, les Sud-africains continuent de soutenir le MNR.

Famine, guerre civile, représailles économiques: voilà une toile de fond qui rend l'émancipation des femmes — une visée avouée du socialiste Samora Machel — difficile à réaliser. D'autant plus que les traditions africaines s'ajoutent aux priorités politiques et économiques.



Le *lobolo*, c'est la dot à l'envers, une coutume très largement répandue au Mozambique et dans les tribus patriarcales d'Afrique noire. Même Nelson Mandela, le leader emprisonné du Congrès national africain, a scrupuleusement respecté cette tradition lorsqu'il a épousé sa femme Winnie à la fin des années 50. Le prétendant, généralement dans la force de l'âge voire vieillissant,

qui désire prendre épouse, doit remettre à ses futurs beaux-parents de l'argent et/ou des animaux, des bijoux et des biens de consommation divers, avant de pouvoir convoler avec l'élue de son choix.

Cette dot à l'envers (la dot, en Occident, recouvrait les biens qu'une femme apportait au couple) s'insérait autrefois dans une tradition sociale et culturelle dévalorisante pour la femme, mais cohérente. Depuis l'arrivée des colonisateurs (portugais au Mozambique et véritablement installés à partir du XIX^e siècle), depuis surtout la généralisation des échanges monétaires y compris dans les tribus les plus reculées, le lobolo est devenu prétexte à des surenchères purement mercantiles. Aujourd'hui, les parents de la fiancée peuvent exiger des sommes atteignant 50 000 *méticais* (plus de 1 500 dollars) en plus de divers biens de consommation et têtes de bétail. Cette somme représente environ 15 fois le salaire mensuel d'un manoeuvre et au minimum 20 fois les revenus d'un paysan: la population de ce pays en guerre depuis près de 20 ans, durement touché par la sécheresse et la famine, est paysanne à 85%.

Par désir ou par besoin urgent, les parents ont tendance à vouloir cette dot de plus en plus tôt et finissent par voir dans leurs filles une source de revenus indispensables. Plusieurs femmes éprouvent une fierté proportionnelle au montant du lobolo. Plus on paye cher, plus elles ont l'impression qu'elles seront traitées avec davantage de considération.

Le parti marxiste-léniniste Frelimo, au pouvoir depuis 1975, année où les Portugais ont été boutés hors de leur colonie, voit d'un mauvais oeil ce type d'excès aux relents parfaitement capitalistes.

De plus, le Frelimo est toujours apparu, dans ses discours au moins, soucieux de lutter pour l'égalité des femmes. Dès son congrès de formation en 1962, le Frelimo (Front de libération du Mozambique, devenu parti unique) se fixait comme objectif «la promotion par tous les moyens du développement social et culturel de la femme mozambicaine».

«Capitaliste et inégalitaire: on pouvait donc s'attendre à ce que le lobolo soit politiquement combattu. Justement, l'Organisation de la femme mozambicaine (l'OMN, la branche «femmes» du Frelimo) se réunissait en novembre 1984 dans la capitale, Maputo, pour «élaborer une stratégie d'émancipation» et discuter des principaux obstacles à surmonter: «la dot, les rites d'initiation, la polygamie, la prostitution, le mariage précoce, l'adultère et le concubinage». Mais les centaines de femmes rassemblées à cette conférence inaugurée par le Président Samora Machel en personne, se sont finalement contentées de constater... que personne n'était d'accord sur la question de la dot. Certaines prônaient son maintien, d'autres son abolition pure et simple. Chacune s'étant néanmoins ralliée à une condamnation de la «dimension commerciale» du lobolo, plusieurs ont proposé un prix fixe maximum, pour limiter les dégâts. Et les discussions se sont arrêtées là.

MARTINE JACOT

Ridicule? Dérisoire? Comique? Scandaleux? On pourrait se limiter à ces jugements de valeur, du haut de nos «acquis» occidentaux. C'est d'ailleurs ce que les Africaines reprochent, à juste titre, à leurs consoeurs du Nord. Par crainte de ces opinions tranchantes, les Mozambicain-e-s ne fournissent souvent qu'une seule et vague réponse aux questions trop «blanches» des rares voyageurs en transit: «C'est compliqué, très compliqué à expliquer.»

Machin arrière toute. Le lobolo est une sorte d'épreuve: le prétendant a su gagner certains biens vitaux (animaux, par exemple), il s'est montré capable d'autonomie vis-à-vis de sa propre famille, il a su travailler. C'est donc qu'il saura faire vivre son foyer dans un pays où tant d'enfants et d'adultes meurent de faim, de malnutrition, de maladies, etc. Dans ce système, un homme trop pauvre pour payer un lobolo même minime n'a aucune chance de se marier. On lui refuse en quelque sorte le droit de faire des miséreux.

Or, dans les sociétés traditionnelles, chaque individu est foncièrement destiné à se marier, à moins d'être physiquement ou mentalement handicapé. Aujourd'hui encore, les célibataires, surtout les femmes, sont rares et vaguement considéré-e-s comme des raté-e-s, des asociaux-ales ou des «drop out». Ne pas se marier signifie en effet ne pas avoir d'enfants et donc se condamner à mort. Où trouvera-t-on les bras pour cultiver la terre? Qui prendra soin de soi la vieillesse et l'impotence venues? Personne ou presque.

Enfin, le mariage est une affaire communautaire. On ne marie pas tant deux individus que deux familles, qui se connaissent souvent et qui veulent défendre leur statut. La famille, qui a préservé sa cohésion, est toujours l'entité de base aux niveaux spirituel, social, économique et culturel.

À partir de 11 ou 12 ans, toute l'éducation reçue par les adolescent-e-s est tournée vers la préparation à cette vie de futur-e époux ou épouse, où chacun-e a un rôle bien défini. Autrefois, la femme devait se préparer à cultiver la terre et élever ses enfants, l'homme à chasser et à pêcher. Le côté sexuel des rites d'initiation mettait et met encore en valeur le plaisir de l'homme et la soumission passive de la femme. Les parents, oncles et tantes des enfants se chargeaient de cet apprentissage. Si un mariage «battait de l'aile», c'était leur honneur à tous qui était en jeu. L'intervention des parents proches dans la vie du couple, à titre d'aîné-e-s doué-e-s de

sagesse, très fréquente, visait à sauver à tout prix la cohésion du couple.

Dans un tel système, l'émancipation des femmes est évidemment loin de trouver son compte. Parfois promise dès sa naissance à un homme en général plus âgé qu'elle, une femme n'a pas toujours son mot à dire sur le choix de son compagnon, encore moins dans les décisions du foyer. Elle est élevée dans un total esprit de soumission à l'autorité de son mari, parfois assez riche pour payer plusieurs lobolos correspondant à autant d'autres épouses. S'il meurt — cas fréquent vu qu'il est plus âgé — il arrive souvent qu'on impose à la veuve un proche parent du défunt, pour que les enfants et les biens du mari décédé demeurent au sein de la même famille.

Ce système social prévaut encore largement dans les campagnes. Dans les villes, sa remise en question trop rapide provoque de nouveaux fléaux: augmentation alarmante du nombre de mères célibataires, pratiquement inexistantes auparavant, accentuation de la polygamie (les hommes qui viennent travailler en ville ont une femme à la campagne et une autre, qui n'a rien d'officiel et pour laquelle ils n'ont pas payé de lobolo, à la ville), mariages précoces «forcés» et apparition de la prostitution, surtout en période de famine.

Imaginez, cas fréquent, une adolescente qui débarque en ville pour poursuivre ses études d'infirmière, par exemple (quoique ces dernières écoles soient remplies à 75% d'hommes²). «C'est pour elle un véritable choc culturel. Elle ne connaît pas grand-monde, elle a très peu d'argent, vit dans des conditions souvent très difficiles et surtout, elle ne sait rien des choses de la vie; sans les références à son milieu familial, elle se sent absolument perdue», explique une enseignante, coopérante canadienne, qui avoue finalement son impuissance à assurer cet aspect de la formation de ses élèves. Elle-même doit trop se débattre pour organiser ses cours sans matériel, sans livres, sans cahiers, sans stylos. Pénuries et guerre obligent.

Mais que passe un bel Apollon au coeur tendre et voilà cette adolescente enceinte. Inutile de parler de contraception, même dans les villes. Pas la moindre trace d'une campagne publique de sensibilisation: sans doute, en partie, parce que le gouvernement a



C'est grâce à une fantastique érudition — des milliers de lettres ont été dépouillées, des dizaines de journaux intimes consultés, des centaines de poèmes analysés — que l'historienne Brigitte Hamann est parvenue pour la première fois à faire le portrait véridique de la légendaire Sissi.

Les Éditions Fayard
dont les collections
Histoire et Musique
sont vendues en librairie.



Destinée à tous les lecteurs, à tous ceux qui se sont épris de la musique, la pratiquent ou l'écoutent, à tous ceux qui veulent en savoir plus. Le livre retrace l'histoire des instruments, des compositeurs et de l'esthétique musicale.

besoin d'hommes pour peupler son armée et combattre la guérilla...

Avec son bébé sur les bras, la mère célibataire devient une véritable honte familiale, surtout si le père refuse de l'épouser. Les histoires de ce type abondent dans les villes, impliquant parfois des mauvais sorts jetés par le sorcier familial aux pères fautifs et des démêlés violents.

Que peut vouloir dire la notion d'indépendance, d'émancipation dans un tel contexte? Partout, dans les campagnes, à la limite des zones urbaines, sur le moindre terrain vague des villes, on ne voit que des femmes travaillant péniblement la terre, leur bambin attaché à leur dos, pilant laborieusement le mil ou le manioc avec de lourds bâtons. Elles n'ont pas le choix. Il n'y a rien à acheter dans les magasins, presque rien dans les marchés. Où sont les hommes?, se demande-t-on. Ils travaillent, ou ils chôment, ou ils sont à l'armée. Ils sont surtout en pleine crise d'identité.

Leur rôle traditionnel (chasse et pêche) a été bouleversé par la colonisation: les Portugais ont raflé, dans les villages, tous les bras vaillants pour cultiver le coton des grandes exploitations ou pour extraire l'or des mines d'Afrique du Sud. Pendant leur absence, due à ces réquisitions, à la guerre d'indépendance, à la guerre tout court, ce sont les femmes qui ont assumé toutes les tâches.

«Si vous me prenez ma femme pour qu'elle aille à des réunions, il faut m'en donner une autre», rapporte Michèle Manceaux dans son livre *Les Femmes du Mozambique*. Une phrase qui dit tout de l'attitude des hommes à l'égard de l'émancipation des femmes.

Bafouer la tradition sociale et familiale exige un courage quasi surhumain, au risque d'être complètement rejetée. Un isolement souvent insupportable. Le divorce, par exemple, est très mal vu partout, même dans les rangs du parti, qui le considère comme «un facteur de déstabilisation sociale». Odetta, une métis, privilégiée au sens où elle a pu finir l'équivalent de son secondaire puis étudier le secrétariat sous le régime portugais, a osé quitter son mari, après plusieurs années de mésentente. Elle est allée après quelque temps vivre avec un autre homme. Le scandale a même été discuté par la cellule du parti. Après des pressions subtiles mais pesantes auprès de la direction de son entreprise, pour que tout «rentre dans l'ordre», elle a bien dû céder quelque part et son mari

s'est attribué unilatéralement la garde de ses deux enfants qu'elle ne voit que les fins de semaine. Pourtant, il admettait aussi que leur vie commune n'avait plus de sens. Mais, l'honneur, l'honneur... Les formalités de divorce prendront au minimum deux ans.

Quelle ligne adopte donc le Frelimo pour défendre la lutte des femmes? Voici en vrac des réponses parfois contradictoires. «La lutte pour l'émancipation de la femme doit se poursuivre par son engagement dans les tâches de la révolution. Son intégration au front de la production a été définie comme la forme principale de ce combat.» «L'OMN mobilise la femme afin qu'elle se dédie prioritairement à la production alimentaire.» «L'OMN a créé deux centres régionaux de formation destinés principalement à l'éducation sociale de la femme en tant que mère et épouse.» Mais aussi «l'émancipation de la femme passe par la conquête du savoir dans le domaine de la science et de la technologie.» Allez savoir.

La conférence de l'OMN a dénoncé avec virulence les travers machistes des hommes, en particulier la polygamie. Elle a recommandé «un châtimement légal à l'égard des hommes qui séduisent les jeunes filles ou qui sont responsables de leur grossesse», ainsi qu'une «attitude de réprobation sévère à l'égard des mères célibataires de manière à décourager les attitudes d'insouciance et de libertinage».

L'écrivaine Benoîte Groult répète souvent que pour conquérir son indépendance, il faut d'abord avoir pris conscience de sa dépendance. Mais comment susciter cette prise de conscience à moindres frais au Mozambique ou dans tout autre pays où l'on essaie de survivre avant de penser à vivre? ◇

1. Tanzanie, Angola, Botswana, Mozambique, Zambie et Zimbabwe.
2. En dépit de toutes les difficultés, le gouvernement du Frelimo a réalisé depuis 1975 un formidable effort en éducation. Le taux d'analphabétisation, par exemple, qui était alors de 93%, est tombé à 72%. Mais, sur 1 000 filles qui commencent l'école primaire, seulement 260 la terminent. Les conditions de santé sont encore précaires: le Mozambique n'a que trois médecins pour 100 000 habitant-e-s et l'espérance de vie n'est que de 46 ans (74 au Canada).

MARTINE JACOT est journaliste. Elle a vécu au Mozambique pendant quelques semaines, en 1985.

L'ÉLECTRICITÉ

une force économique inépuisable

D'ici à 1988, Hydro-Québec prévoit effectuer des achats de biens et de services de près de 5 milliards de dollars, dont 75 % auprès de fournisseurs québécois. Ses activités contribueront également à soutenir chaque année environ 55 000 emplois directs et indirects et formeront plus de 5 % du produit intérieur brut du Québec.



Voilà ce que procure l'électrification

L'électrification